



handicap

Leurs enfants privés de structure adaptée à la rentrée

Faute de structure adaptée, des enfants en situation de handicap vont être pris en charge par les écoles dès la rentrée 2023. Les parents montent au créneau contre cette « inclusion forcée et inadaptée ».

« **Le matin, avant de se rendre à l'école, ma fille est en pleurs. Elle ne se sent pas à sa place. Par contre, quand elle va au Sessad (*Service d'éducation spéciale et de soins à domicile, Ndlr*), elle a le sourire aux lèvres. Pourquoi nous enlever cela ?** » Badir ne masque pas sa colère et son désarroi suite à l'annonce de la nouvelle organisation du Sessad Trisomie 21 de Vernon.

Il y a quelques semaines, les parents ont appris par mail que la structure adaptée n'accueillerait plus leurs enfants, quelques jours par semaine comme c'est le cas aujourd'hui. Ils devront être pris en charge par les écoles, dès la rentrée 2023. Mardi 30 mai, à Vernon, ils étaient une trentaine à manifester leur indignation contre cette « **inclusion totale, forcée et surtout inadaptée** ». « **On se retrouve une nouvelle fois démunis. La direction nous affirme que les éducateurs spécialisés feront des tournées dans les écoles pour aller voir nos enfants mais ils vont passer plus de temps sur la route puisque nos enfants seront dispatchés** », tonne une mère de famille.

Alors que le conseil d'administration se tenait justement, mardi 30 mai, dans les locaux de l'association Prépare toit, les parents d'élèves évoquent avec amertume tous les bons moments qu'ils ont passés au Sessad avec leurs enfants. Des moments qui ne seront plus que des souvenirs à la rentrée. « **Vous devriez les voir au Sessad ! Les enfants jouent ensemble, créent des liens forts. De notre côté, on s'implique dans la vie de la structure notamment pour la kermesse de fin d'année. On constate une évolution de nos enfants. C'est un véritable cocon** », assure Gladys. Cette maman a quitté la Martinique pour trouver une structure adaptée à son enfant en métropole. « **En Martinique, rien n'est proposé. J'étais ravie de pouvoir bénéficier d'un accompagnement pour mon fils** », avoue-t-elle.

Cette nouvelle organisation ferait suite à une décision de l'Agence régionale de santé (ARS) qui n'a pas souhaité commenté la situation pour le moment, préférant réserver ses explications au conseil d'administration.

En attendant, les parents estiment que ce nouveau fonctionnement « **serait motivé par la trésorerie** ». « **On ne voit pas d'autres explications. Le Sessad accompagne nos enfants. À l'école, ce ne sera pas forcément le cas** », clament-ils. En effet, selon eux, les enseignants ne sont pas formés pour gérer des élèves handicapés qui doivent être logiquement accompagnés d'une AESH (accompagnant d'élève en situation de handicap). Le problème ? Le métier, précarisé, manque de bras. « **Les AESH sont déjà débordées et les écoles n'accepteront pas nos enfants s'ils n'ont pas d'accompagnant avec eux** », affirme Antonio, père d'un petit garçon de 11 ans. Pour Badir, les AESH ne peuvent pas tout porter sur les épaules, d'autant plus « **qu'elles ne sont pas toujours préparées à s'occuper d'enfants handicapés** ». « **Nous avons une accompagnante de 18 ans. Elle a jeté l'éponge au bout de deux mois et c'est normal. Ce n'est pas évident** », concède le père de famille.

Le témoignage de cette maman, qui a fait la route depuis Val-de-Reuil, ce mardi, est édifiant concernant le manque d'AESH et les difficultés d'inclusion des enfants handicapés dans les écoles. « **Mon enfant est suivi par le Sessad de Vernon, le plus près de chez moi, et est aussi scolarisé dans une école de Val-de-Reuil. Jusque-là, il était accompagné d'une AESH avec laquelle il a noué une bonne relation. Mais cette dernière a dû prendre en charge un autre enfant. Maintenant, mon fils reste sans AESH. À la rentrée, il se retrouvera sans structure adaptée. Que voulez-vous qu'on fasse ?** » argue-t-elle, épuisée par la situation.

Jusque-là, les enfants passaient une partie de leur temps en structure adaptée et l'autre à l'école.

Pour certains enfants, l'école est une épreuve : « **Mon fils est harcelé par ses camarades parce qu'il est différent. À côté de ça, on le prive de sorties scolaires, notamment à la piscine, s'il n'est pas accompagné. Du coup, nous devons jongler entre notre vie professionnelle et les complications à l'école** », se désole Micheline. Un autre parent renchérit : « **Quand il y a des sorties scolaires, ils sont mis à l'écart. Au Sessad, on les bouge parce qu'il y a des éducateurs formés qui sont là pour les accompagner.** » Micheline rapporte une autre situation ubuesque : « **Lorsque mon fils avait 6 ans, il a été placé dans une classe de CM 2 parce qu'en CP, on ne voulait pas de lui !** »

Dans ces conditions, les parents s'interrogent sur l'intérêt d'une inclusion totale dans une école, surtout si celle-ci ne répond pas à leurs besoins. « **Nous ne sommes pas contre la scolarisation de nos enfants mais nous revendiquons le fait qu'elle doit être adaptée à leur pathologie. Ce n'est pas à eux de s'adapter à l'organisation des structures. Nous sommes prêts à coopérer avec notre financeur, l'ARS, à condition**

que l'on respecte le bien-être de nos enfants », indique Sabrina, membre du conseil d'administration.

Arielle Bossuyt



Une trentaine de parents d'enfants en situation de handicap ont exprimé leur colère contre l'inclusion « totale et forcée » à l'école.